

L'invasion de l'Europe par les migrants est-elle une fatalité ?



Chaque jour des milliers de migrants arrivent sur les côtes italiennes à bord de bateaux affrétés par des ONG. Une invasion méthodiquement organisée de l'Europe contre la volonté des peuples.

Le continent africain va-t-il se déverser tout entier sur l'Europe ? Au rythme où vont les choses il est urgent de se poser la question. Un million de personnes en 2015, 400 000 en 2016, plus de 50 000 depuis le début de l'année.

Le flux migratoire ne faiblit pas. Et pour cause ! Les nouveaux négriers ont trouvé là un moyen de s'enrichir. Un juteux trafic d'êtres humains au départ des côtes libyennes qui rapporte de 4 à 5 milliards de dollars par an selon les chiffres fournis par Europol et Interpol.

« Ils nous traitent comme des esclaves » gémissent les infortunés migrants lorsqu'ils sont recueillis par les moyens de secours envoyés par les ONG. Un jeu pervers s'est ainsi mis en place ces dernières années entre les deux rives de la Méditerranée.

Les réseaux criminels qui exploitent la misère de ces migrants

venus principalement du Nigéria, Érythrée, de Guinée, de Côte d'Ivoire et de Gambie savent qu'ils ne risquent rien. Après avoir entassé leur marchandise humaine sur des embarcations de fortune, sans eau et sans nourriture, ils abandonnent ces malheureux en pleine mer où ils vont dériver au gré des vagues et des courants marins.

Pas très longtemps toutefois car ils savent qu'une véritable flotte constituée des gardes-côtes mais aussi de navires comme l'Aquarius de l'organisation franco-allemande SOS Méditerranée ou le Bourbon Argos de Médecins sans frontières viendra leur porter secours.

Il arrive parfois que ces pneumatiques de fabrication chinoise ne résistent pas à une vague plus forte que les autres et que ses occupants soient envoyés par le fond – ce qui a été le cas de 5000 d'entre eux en 2016 – ou que des naufragés meurent de soif ou d'épuisement sous les fortes chaleurs.

Pas de quoi attendrir toutefois les trafiquants ainsi que le prouve la conversation radio saisie par un garde-côte italien en octobre 2013. « Pas de problème. Le travail a été fait ! ». C'est ce qu'a répondu l'Ethiopien à la tête du réseau au passeur qui lui annonçait le naufrage d'un rafioteur au large de Lampedusa (366 morts).

Situation proprement surréaliste

Tous les trafiquants ne font pas preuve d'un tel cynisme, reconnaissons-le! Certains vont même jusqu'à donner le numéro des secours aux futurs naufragés ou à les prévenir eux-mêmes. Une situation proprement surréaliste qui n'interpelle pas pour autant la Communauté européenne. Elle paraît paralysée, impuissante devant l'arrivée massive de ces nouveaux boat-people à qui l'on a fait miroiter que l'Europe était le nouvel Eldorado.

Devant un pareil désastre humanitaire, sans précédent depuis la seconde guerre mondiale, l'Europe n'a pour toute ambition

que de s'efforcer de gérer cette crise qui la dépasse en attribuant des quotas de migrants par pays. Et gare à ceux qui n'acceptent pas ce système de redistribution !

Le 16 mai, la commission européenne a annoncé qu'elle engagerait une procédure contre l'Autriche, la Hongrie et la Pologne pour violation des traités si ces pays s'obstinaient à refuser d'accepter leur quota de migrants. Ils ont jusqu'à fin juin pour se mettre en règle.

Devant cet ultimatum, la Hongrie et la Slovaquie soutenues par la Pologne ont décidé de contester devant la Cour de justice de l'Union européenne la décision adoptée à la majorité en conseil des ministres de l'UE en septembre 2015. Un jugement qui ne manquera pas d'intérêt pour l'avenir de l'Europe.

Pourtant, au lieu de se déchirer sur la question des migrants, les Européens n'auraient-ils pas intérêt à s'unir pour trouver une solution pérenne ? Le problème paraît, en effet, sans fin. Des centaines de milliers d'hommes attendent, enfermés dans des centres en Libye, que leurs proches réunissent la somme – entre 400 et 2000 dollars – exigée par les passeurs pour la traversée.

Comment tarir ce juteux trafic d'êtres humains si ce n'est en s'attaquant à la source, c'est-à-dire directement aux organisations mafieuses qui l'organisent. Depuis l'opération militaire multinationale de 2011 qui a entraîné la chute du dictateur Mouammar Kadhafi, la Libye est un pays divisé, livré à des chefs de guerre et à leurs milices. Faute de disposer d'un Etat, le pays est bien incapable de mettre fin à ce scandale qu'est la traite d'êtres humains. Une honte pour l'humanité et pour l'Europe en particulier.

Pourquoi l'ONU qui a donné mandat à la France notamment pour intervenir en Libye en 2011 s'opposerait-elle à une action militaire en appui des autorités libyennes ? Qu'en pense Bernard-Henri Lévy ?

Alain MARSAUGUY